



Iran : un an après le soulèvement de novembre 2019

Collective 98

26 décembre 2020

En novembre 2019, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans plus de 100 villes d'Iran, cinq jours durant. Le soulèvement répondait à la brusque augmentation du prix du carburant, qui avait triplé : une politique recommandée par le FMI. Les dépossédés ont organisé des occupations de zones locales, construit des barricades, incendié plusieurs banques et se sont défendus du mieux qu'ils pouvaient contre un appareil d'État particulièrement brutal. Internet coupé, les Gardiens de la Révolution et la police ont ainsi tué entre 304 à 1 500 personnes, selon les chiffres disponibles¹. Des milliers de militants, d'activistes et de personnes « ordinaires » ont été arrêtés pendant et après le soulèvement ; certains ont été torturés, condamnés à de longues peines, voire exécutés. Afin de commémorer le premier anniversaire du soulèvement de novembre, Collective 98 — un collectif anticapitaliste et internationaliste majoritairement composé de militants kurdes iraniens — nous a envoyé ce texte : une adresse à cette frange de la gauche radicale occidentale qui, sensible au discours « anti-impérialiste » de la République islamique d'Iran, ferme les yeux sur son caractère répressif.



« Nous protestons contre des problèmes qui font partie d'un système global. Nous avons atteint un niveau de crise tel que le système ne peut plus les contenir », a dit un manifestant au milieu du [soulèvement chilien](#). La même chose peut être dite par celles et ceux qui sont sortis des profondeurs de l'enfer social, en Iran : ils en avaient assez de la République islamique dans son ensemble. À l'instar des prolétaires qui ont façonné la vague mondiale des luttes en 2018-2019 — en [Algérie](#), au [Liban](#), au Soudan, au [Chili](#) ou encore en France avec les [gilets jaunes](#) —, celles et ceux qui ont participé au soulèvement iranien de novembre sont parvenus à la conclusion que leur avenir dépend de la mise à bas d'un système qui se reproduit par l'exploitation, la pauvreté de masse et la marchandisation des moyens de vie les plus élémentaires. Ceci posé, la crise à laquelle la République islamique d'Iran se voit actuellement confrontée ne peut être simplement attribuée à une « crise de légitimité ». Les sanctions étasuniennes n'en sont pas non plus l'unique cause. Il s'agit plutôt d'une crise de « gouvernementalité », c'est-à-dire d'une crise socio-économique, politique et idéologique — aggravée par les conséquences du réchauffement climatique et la crise épidémiologique du Covid-19².

« Les chars du gouvernement ont roulé dans les rues tandis que les forces gouvernementales affiliées utilisaient des mitrailleuses lourdes de type DShk. »



La République islamique d'Iran ne peut que recourir à la violence pour faire taire les millions de personnes privées de droits démocratiques fondamentaux et des moyens élémentaires de reproduction sociale (logement, santé, éducation, emploi, air respirable, eau potable...). La répression brutale du soulèvement de novembre 2019 a mis en lumière à la fois la profondeur de la crise et le degré de radicalisation de la jeunesse, dont l'existence sociale est devenue de plus en plus insupportable. Dans certaines villes, et en particulier celles habitées par des « minorités » ethniques racialisées telles que les Arabes ou les Kurdes, les chars du gouvernement ont roulé dans les rues tandis que les forces gouvernementales affiliées utilisaient des mitrailleuses lourdes de type [DSHk](#)³.

Bien que la République islamique d'Iran tire son origine de la violence inhérente à tout projet de gouvernement et continue de dépendre structurellement de la violence propre à tout régime autoritaire, la répression du soulèvement de novembre s'est avérée aussi choquante que sans précédent — du moins, depuis la consolidation complète du pouvoir à la suite de la [guerre Iran-Irak](#) en 1988. Au regard de la nature inédite de cette violence étatique, la situation actuelle ressemble de plus en plus aux premiers temps de la République islamique d'Iran (1979-1988) : la violence d'État systématique était alors utilisée comme moyen d'établir le régime. En d'autres termes, le pouvoir des « révolutionnaires » islamistes n'aurait pu être consolidé sans la guerre ethnonationaliste déclarée par Khomeiny contre les « minorités » ethniques — comme [les Kurdes](#), les Arabes et les Turkmènes —, sans la guerre patriarcale lancée contre les femmes et leur corps (le plus évident : le [hijab obligatoire](#)) et, bien sûr, sans le massacre de milliers de dissidents politiques dans les prisons durant la première décennie de l'ère post-révolutionnaire. Le « retour » actuel de cette ère antérieure s'exprime le plus nettement dans les images et les vidéos qui montrent la police en train de tirer sur la poitrine et la tête de manifestants au cours du dernier soulèvement, ainsi que dans les exécutions de personnes « ordinaires » au cours des mois qui ont suivi. Ceci dans un contexte où la base de soutien du mouvement avait considérablement diminué par rapport à ses premiers jours.



Téhéran, 16 novembre 2019 (AFP | Getty Images)

La révolution ne sera pas télévisée

La République islamique d'Iran fait l'objet de soulèvements massifs à un rythme chronique — chaque mobilisation s'avouant plus conflictuelle que la précédente. Le soulèvement de novembre en 2019 était autrement plus étendu et « militant » que celui de 2017-2018, lorsque les étudiants de gauche exprimèrent à Téhéran, pour la première fois, un refus du système dans son ensemble : « Réformistes, extrémistes, le jeu est terminé ! » Plus important encore, la République islamique d'Iran est confrontée à des luttes et des mouvements de plus en plus nombreux de travailleurs, d'étudiants, d'enseignants, de retraités, de femmes et de minorités ethniques et religieuses. Ces deux « niveaux » de lutte — le soulèvement spontané de masse et les formes plus organisées de résistance — sont interdépendants. Le premier a radicalisé le second, le rendant plus politique qu'auparavant. Ainsi, les revendications de certaines parties de la classe ouvrière se sont écartées de l'amélioration des conditions de travail, des salaires et de la dé-privatisation pour se tourner vers la gestion autonome des usines et des alternatives radicales⁴.

« La République fait l'objet de soulèvements massifs à un rythme chronique — chaque mobilisation s'avouant plus conflictuelle que



la précédente. »

Malheureusement, les effets écrasants de la crise et la subjectivité politique des opprimés sont sous-représentés, ou mal représentés, dans les médias — notamment occidentaux. En ce qui concerne l'action politique, ce n'est qu'à travers la figure de l'activiste des droits de l'Homme que les récits de subjectivités politiques y trouvent leur chemin. Pendant ce temps, les médias mainstream déforment bien souvent la crise en la présentant comme le produit des sanctions étasuniennes ; en réalité, en Iran, le néolibéralisme est structuré par la corruption systématique de son oligarchie dirigeante « rentière » ainsi que par l'intégration de son économie au capitalisme mondial. Cela ne veut pas dire que les sanctions économiques imposées aient été insignifiantes, ni qu'il faille sous-estimer leurs effets extrêmement destructeurs et négatifs sur des millions de vies en Iran : au contraire. L'ensemble actuel de sanctions économiques a non seulement privé les gens de l'accès aux médicaments de base pour les maladies chroniques, mais également contribué efficacement à la dépression croissante du rial [monnaie iranienne, ndlr] sur le marché mondial. Les sanctions économiques ont sans conteste intensifié la crise, mais elles ne peuvent être considérées comme sa condition fondamentale et sa cause ultime. Malgré cela, la stratégie idéologique de la République islamique d'Iran pour justifier la crise économique est de présenter tous les problèmes « intérieurs » comme des problèmes « géopolitiques » — comme provenant, donc, de l'extérieur de l'Iran et résultant des actions entreprises par ses ennemis impérialistes.

Pseudo-anti-impérialisme

Malgré la menace bien réelle et réactionnaire posée par les puissances impérialistes, ce que la gauche internationaliste doit examiner sérieusement, c'est la prétention de la République islamique d'Iran à être un État « anti-impérialiste ». Depuis la Révolution de 1979, les classes dirigeantes iraniennes ont acquis une légitimité grâce à un discours manipulateur « anti-impérialiste » par lequel les interventions géopolitiques des Gardiens de la Révolution dans la région sont justifiées comme un moyen de dissuasion contre l'impérialisme américain et ses alliés (en particulier Israël et l'Arabie saoudite). Ce discours a pris un nouvel élan après les atrocités impérialistes américaines en Irak et en Afghanistan, et l'intensification consécutive des rivalités géopolitiques dans la région. C'est cette propagande de longue date qui a trompé certaines fractions de la gauche mondiale, en les transformant purement et simplement en partisans de la République islamique d'Iran⁵.



Téhéran, 16 novembre 2019 (Majid Khahi | AP)

Les pseudo-anti-impérialistes de gauche ferment les yeux sur la répression politique et la dépossession des peuples à l'intérieur de l'Iran, ou bien ils reconnaissent les problèmes « internes » mais les minimisent activement en soutenant que « l'axe de la résistance » [l'axe Iran-Irak-Syrie-Hezbollah, *ndlr*] a la « priorité » sur les antagonismes « internes » en Iran — comme si la République islamique d'Iran était une véritable force anti-impérialiste⁶... Ces pseudo-anti-impérialistes formulent le problème de façon faussement binaire : soit nous devons choisir le camp de l'Iran, d'Assad, du Hezbollah et de la Russie-Chine, soit nous sommes confrontés à l'Empire global des États-Unis et de ses alliés. Ils passent sous silence les interventions de la République islamique d'Iran en Irak, au Liban, en Palestine, en Syrie et au Yémen, qu'elles soient directes ou indirectes, à travers son soutien militaire, économique et idéologico-politique aux forces réactionnaires — telles que les [Hachd al-Chaabi](#) [*milices irakiennes à majorité chiite, ndlr*], le Hezbollah, le Hamas, Assad et les [Houthis](#) [*mouvement armé yéménite, ndlr*]. Les pseudo-anti-impérialistes s'opposent à l'impérialisme américain en défendant sans position critique les interventions régionales de la République islamique d'Iran.

Il ne s'agit pas de « choisir » entre deux monstres, mais bien plutôt de trouver une « troisième voie » à même de dépasser ce faux dualisme. La [révolution d'octobre en Irak](#) et les luttes actuelles en Iran ouvrent la voie à une telle alternative, en rejetant à la fois la République islamique d'Iran et ses mercenaires, d'une part, et les États-Unis, de



l'autre. Si la gauche croit en l'internationalisme, alors le masque « anti-impérialiste » doit être ôté du visage de la République islamique d'Iran. Cela peut être fait en portant la voix des luttes à l'intérieur de l'Iran et en dénonçant les atrocités du régime dans la région, et en s'opposant, simultanément, à l'impérialisme mondial des États-Unis, de la Chine et de la Russie.

Photographie de bannière : Téhéran, 25 novembre 2019 | AP

1. L'amnistie a fait état de 304 personnes mais Reuters avance le chiffre de 1 500.[↔]
2. Voir, à ce propos, l'interview de deux camarades anonymes iraniens.[↔]
3. Cela s'est produit à Mahshahr, une ville majoritairement arabe de la province du Khuzestân, au sud de l'Iran, qui possède un site pétrolier stratégique clé. Les manifestants ont bloqué la route principale menant à ce site. Un autre exemple est une vidéo publiée sur les réseaux sociaux : elle montre la milice Bassidji en train de tirer sur les manifestants kurdes à Javanrood, une ville kurde de la province de Kermânchâh.[↔]
4. L'usine de traitement de la canne à sucre Haft Tappeh, dans la ville de Shousha, est emblématique de ce mouvement : après des années de lutte pour le paiement de leurs salaires, les travailleurs et les travailleuses ont lancé une grève en novembre 2018 pour réclamer l'autogestion de l'usine. Malgré une sévère répression, leur mobilisation se poursuit. Au printemps 2020, ils lanceront une grève de plus de 50 jours pour demander le paiement de leurs salaires, et continueront de réclamer l'autogestion de l'usine [ndlr].[↔]
5. Voir, par exemple, l'article catastrophique publié sur une plateforme française de « gauche radicale », dans lequel le général Soleimani est présenté comme un « héros » combattant contre Daech et les forces impérialistes dans la région.[↔]
6. À propos des discussions qui ont lieu au sein de la gauche anticapitaliste française, voir, par exemple, cette tribune de syndicalistes CGT. Ou la lettre de La Chapelle Debout et la Cantine syrienne, adressée au Collectif Ni États de guerre ni états d'urgence [ndlr].[↔]